

des désaccords algériens

L'appui massif à sa politique qui sanctionne le référendum — 76% en France, 70% en Algérie — conduit de Gaulle à un meilleur accueil aux exigences du GPRA avec lequel se poursuivent des échanges discrets par médiateurs interposés — Jean Amrouche, le journaliste suisse Charles-Henri Favrod — et notamment l'intercession remarquable du diplomate suisse Olivier Long, que conclura, à la date du 2 février, une rencontre tout aussi discrète, à l'hôtel d'Angleterre de Genève, entre Saad Dahleb et le diplomate Claude Chaillet, collaborateur du ministre Louis Joxe promu à la gestion des affaires algériennes.

Trois semaines plus tard, Dahlab, Boumendjel et Boulahrouf, le 27 février, ont rendez-vous à Lucerne avec Bruno de Lesuse et surtout Georges Pompidou, véritable dépositaire de la pensée du général de Gaulle pour un véritable round de négociations au terme duquel la partie française exprime le souhait de l'établissement d'un cessez-le-feu tacite.

Projetées pour le 7 avril à Evian, les négociations officielles — qui seront aussi marquées par l'assassinat de Camille Blanc, maire de la ville, par des activistes français — seront différées au 20 mai en raison d'abord d'exigences de clarifications de la part du GPRA sur son statut d'interlocuteur unique et par la suite du putsch des généraux d'Alger du 22 avril. Ce qui sera, par la suite, connu comme «Evian 1» mettra à jour les points d'achoppement entre les deux délégations et conduira à un ajournement des pourparlers.

Leur reprise au Yéti, station de sports d'hiver des Rousses, à partir du 11 février 1962, imprimera un tour décisif à la négociation que sanctionnera un protocole qui sera soumis au CNRA du côté algérien et au Conseil du gouvernement du côté français. Réuni à Tripoli du 22 au 27 février, le Conseil national de la révolution algérienne approuvera à une très large majorité — seuls les représentants de l'état-major général, déjà inscrits dans une logique de lutte pour le pouvoir voteront contre — les termes des accords qui allaient sceller la fin de la colonisation française de l'Algérie. Le 7 mars, s'ouvrirait ainsi «Evian 2» — sous une couverture médiatique exceptionnelle — dont l'annonce, le soir du 18, de l'accord sur le cessez-le-feu sera la note la plus chargée de symboles.

5- Les accords d'Evian

Rédha Malek, porte-parole de la délégation du GPRA à Evian, détaillera dans un ouvrage de référence le cours des négociations⁽⁶⁾ et le président Benyoucef Benkhedda assurera la publication — en arabe et en français — de la teneur des accords conclus à Evian⁽⁷⁾.

La question de l'appartenance algérienne du Sahara, celle des garanties accordées à la minorité européenne au lendemain de l'indépendance⁽⁸⁾, le maintien des bases françaises en Algérie, les intérêts économiques de la France en Algérie, les outils de la transition — exécutif provisoire, force locale — et l'organisation du référendum sur l'indépendance ont-elles occupé les négociations d'Evian à l'heure où en Algérie, l'OAS, Organisation de l'armée secrète, s'attachait par une violence aveugle d'en empêcher la mise en application projetée ? Commandant de la Zone autonome d'Alger, le commandant Azzeddine rapporte les efforts du FLN pour protéger d'une part les populations algé-



Benyoucef Benkhedda.

riennes et d'autre part répondre aux exactions de l'OAS⁽⁹⁾.

Au plan politique et à la suite de contacts informels entre Abderrahmane Farès, président de l'Exécutif provisoire, et Jean-Jacques Susini, dirigeant politique de l'OAS, le D' Chawki Mostefaï, l'un des représentants du FLN au sein de cet exécutif, prend langue à son tour avec lui non sans avoir pris la précaution d'obtenir l'aval nécessaire auprès du GPRA.

L'objectif prioritaire était de faire cesser les tueries et les massacres et Jean-Jacques Susini, qui avait sollicité le contact avec le Front, signera, avec le D' Mostefaï les accords «FLN-OAS» qui seront de fait dépassés par le cours des événements. Il est en tout cas difficile d'imaginer l'insoutenable climat de violence de cette période mars-juillet 1962 de la mise en œuvre de dispositions des accords d'Evian mais aussi l'enchevêtrement des confusions et confrontations notamment au sein du FLN/ALN dont portera témoignage, entre autres, le colonel Hassen-Youssef Khatib qui dira avoir pris connaissance des accords et du cessez-le-feu en écoutant Europe 1⁽¹⁰⁾.

6- «Non au 19 mars»

Le cessez-le-feu n'était ainsi pas la paix et l'indépendance n'était pas non plus tout à fait la fin de la guerre. L'ancienne puissance coloniale, ait-elle pris les mesures d'amnistie propres, selon leurs initiateurs, à concourir à l'apaisement et cautériser les conséquences de la guerre, n'arrive toujours pas à nommer le conflit et à en définir la fin officielle. Valéry Giscard d'Estaing estimait ainsi en 1980 que «l'anniversaire des accords d'Evian n'avait pas à être célébré» alors que son successeur socialiste soutenait, de son côté que «s'il s'agit de décider qu'une date doit être officialisée pour célébrer le souvenir de la guerre d'Algérie, cela ne peut être le 19 mars parce qu'il y aura confusion dans la mémoire du peuple».⁽¹⁰⁾

«La guerre des mémoires», pour reprendre la qualification de Benjamin Stora, demeure en tout cas vivace en France comme le rappelle d'ailleurs l'actualité d'une part avec la multiplication de manifestations marquant le cinquantenaire de l'évé-

niement et d'autre part avec les oppositions publiques — parfois violentes — des groupes de rapatriés. Ce sont ces groupes que fédère l'association «Non au 19 mars» pour qui cette date «ne marque pas la fin de la guerre d'Algérie mais constitue un scandaleux mensonge, une contre-vérité historique et il y a une indécence à célébrer un jour national de malheur et de déshonneur».⁽¹¹⁾

Si elle souligne que «refuser le 19 mars comme date de recueillement ce n'est pas refuser la réconciliation avec les Algériens d'aujourd'hui», l'association n'en tient pas moins que «cette date est d'autant plus inacceptable pour honorer la mémoire des victimes civiles et militaires que le FLN et l'Algérie en font une journée de "Gloire à leurs martyrs"».⁽¹²⁾

7- Une occultation algérienne

A l'examen, rien n'est moins sûr. Le régime politique autoritaire issu de la résolution violente de la crise de l'été 1962 — l'amnésie algérienne continue de couvrir les affrontements fratricides entre les forces de l'armée des frontières et le maquisards des Wilaya II, III et IV — s'est largement appuyé sur un imaginaire guerrier pour légitimer le rapport à la guerre d'indépendance et en a notoirement et délibérément effacé les dimensions politiques fondatrices.

La stigmatisation, diligente et efficace, des ralliés de la vingt-cinquième heure — ceux que l'on a nommé avec dérision les «marsiens» — couvrirait opportunément la volonté des vainqueurs de l'été 1962 de disqualifier les hommes, les faits

qui pouvaient rappeler les actions du Front de libération nationale et la nature fondamentalement politique de son combat. Le constat doit être fait que le refoulement des négociations d'Evian, des négociateurs et des institutions politiques — GPRA/CNRA — qui les avaient mandatés et validé leur démarche s'est opéré sans résistance notable de la société algérienne marquant sans ambiguïté l'inédit «compromis historique algérien» entre la cécité intéressée du régime sur la réalité de l'engagement de tous les Algériens dans le combat et l'absence de contestation des fondements du pouvoir des hommes en place. «Le slogan : "Un seul héros, le peuple" aura été l'enseigne» de la période ou la gratification d'un acteur collectif — ait-il été pour un large part imaginaire — rendait acceptable la mise sous le boisseau des trajectoires militantes individuelles aient-elles été déterminantes dans la construction du destin collectif national. Parmi les trous de mémoire institués par le récit national politiquement accrédité par le régime autoritaire, celui qui aura assigné à l'oubli les accords d'Evian mettra au ban des personnalités telles que Krim Belkacem, alors seul dirigeant fondateur du FLN en liberté au moment des négociations, Lakhdar Bentobal, Mostefa Benaouada, membres du groupe des «21», Taïeb Boulahrouf, Saâd Dahlab, M'hammed Yazid, membres du comité central du MTL, Mohamed Benyahia et Rédha Malek, issus du nationalisme étudiant. Cet imposant capital politique des négociateurs d'Evian, adossé à l'assise diplomatique internationale acquise de longue lutte par le GPRA non seulement ne feront pas le poids face à la violence des armes et la logique politique qui la sous-tendait — «Nous prendrons le pouvoir quel qu'en soit le prix»⁽¹³⁾ avait dit Ben Bella au colonel Hassen — mais les acteurs de cette séquence fondatrice de l'histoire politique de l'Algérie furent au mieux contraints au silence quand ils ne furent pas pourchassés et poussés à l'exil.

Il faudra assurément redonner toute sa portée — c'est-à-dire ses enjeux de pouvoir — à la décision du président Chadli Bendjedid de réhabiliter la journée du 19 mars 1962 et de l'inscrire au calendrier des fêtes légales comme «Fête de la victoire — "Aïd Ennasr"». Le retour du refoulé des accords d'Evian s'inscrit, en vérité, dans un véritable aggiornamento des rapports au passé et plus particulièrement à la guerre d'indépendance, engagé par le président Bendjedid dont le point d'orgue, outre la progressive levée des interdictions frappant des personnalités nationales comme Abane ou Abbas, allait être la solennelle réinhumation des cendres de Krim Belkacem au carré des martyrs d'El Alia à l'occasion — qui rajoutait forcément une forte charge symbolique — du trentième anniversaire du 1^{er} Novembre 1954.

8- Alger raconte Evian

Ces inflexions politiques s'inscriront aussi peu ou prou dans le champ médiatique et le documentaire algérien Djelloul Haya — auquel on devait la série désormais de référence sur les origines du 1^{er} novembre 1954 — bouclait à sa manière la boucle de la guerre, en réalisant, pour la télévision algérienne, le récit des accords d'Evian. La caméra de Haya avait ainsi retrouvé et enregistré les principaux protagonistes des négociations — algériens, français, suisses — faisant la genèse des contacts secrets, des médiations, des différentes stations des négociations publiques, familiarisant au passage le public algérien avec des figures longtemps occultées du combat libérateur.

On peut s'arrêter ici à la qualité des témoignages des dirigeants du GPRA et des négociateurs algériens qui situent souvent sans ambages les enjeux de pouvoir qui avaient notamment marqué les positions des membres de l'état-major général de l'armée — Boumediène et ses collaborateurs — lors des discussions du protocole des Rousses qui préfigurait les termes finaux des accords entre GPRA et gouvernement français.

La teneur de la série faisait, par la suite l'objet d'un ouvrage publié par Haya en 2008.⁽¹⁴⁾

Un demi-siècle après la conclusion des accords du 19 mars 1962, comment se déprendre du sentiment que le poids des censures et des manipulations du passé continue à anesthésier tout désir d'histoire chez une part notable des Algériens alors même que jamais autant l'urgence n'a été de se réapproprier le passé, socle incontournable de la projection dans l'avenir.

A. M.

NOTES

- 1- Dahlab (Saâd) : *Mission accomplie* -Ed Dahlab Alger 1990.
- 2- Stora Benjamin : *De Gaulle et l'Algérie* Sédia Editions 2009.
- 3- Bernard Michalon : *Histoire du drame algérien* Ed Omnibus 2012.
- 4- Op cité.
- 5- Ibidem.
- 6- Malek Redha *L'Algérie à Evian* Ed du Seuil – Paris 1998.
- 7- Bekhedda Benyoussef : *Les accords d'Evian* Ed OPU Alger 1987.
- 8- C^{te} Azzeddine : *Et Alger ne brûla pas* Ed ENAG Alger 1997.
- 9- In *L'indépendance aux deux visages* de B. Stora et J. M. Meurice.
- 10- Communiqué de l'association «Non au 19 mars».
- 11- Ibidem.
- 12- Ibidem.
- 13- *L'indépendance aux deux visages* Op cité.
- 14- Haya (Djelloul) *Evian 62, le dernier combat*, Casbah Editions 2008.

Appel du Président Benkhedda au peuple algérien

Après plusieurs mois de négociations difficiles et laborieuses, un accord général vient d'être conclu à la Conférence d'Evian entre la délégation algérienne et la délégation française. C'est là une grande victoire du peuple algérien dont le droit à l'indépendance vient enfin d'être garanti.

En conséquence, au nom du Gouvernement provisoire de la République algérienne, mandaté par le Conseil national de la révolution algérienne, je proclame le cessez-le-feu sur tout le territoire algérien à partir de lundi 19 mars 1962 à 12h.

J'ordonne, au nom du Gouvernement provisoire de la République algérienne, à toutes les forces combattantes de l'armée de libération nationale l'arrêt des opérations militaires et des actions armées sur tout le territoire algérien.